

années 1980 à un taux moyen de 20 p. 100 dans les trois dernières années.

L'imposition par la Banque centrale d'un coefficient de couverture de 20 p. 100, d'une durée d'un an, sur toutes les entrées de devises reste une source mineure de frictions pour les spéculateurs, tout comme le droit de timbre d'environ 0,1 p. 100 par mois, jusqu'à un maximum de 12 mois ou 1,2 p. 100, sur les investissements. Les investisseurs étrangers peuvent rapatrier leurs profits immédiatement, mais ils doivent attendre un an en ce qui concerne le capital initial investi.

Le Chili est très compétitif sur un certain nombre de marchés étrangers; ses exportations, qu'on estime à 14,5 milliards de dollars américains en 1994, sont réparties presque également entre les Amériques, l'Asie et l'Europe. Il poursuit une politique de diversification des exportations, tant sur le plan des marchés que des produits, ainsi qu'une politique de libéralisation des échanges avec les pays de l'hémisphère.

En octobre 1995, alimentée par une bonne performance au niveau de l'investissement et de l'exportation, l'économie du Chili avait augmenté de 8,4 p. 100 au cours des douze derniers mois. On s'attend aussi à ce que l'inflation continue de baisser. Dans l'ensemble, cette croissance soutenue se traduira par une augmentation du revenu réel de la plupart des travailleurs, un taux de chômage voisin de 5 p. 100 et un accroissement des recettes publiques pour financer des dépenses sociales de plus en plus élevées. Cette situation permettra au gouvernement de poursuivre sa lutte contre la pauvreté.